ETH zürich

KOF Bulletin

N° 104, février 2017

CONJONCTURE ET RECHERCHE

- KOF Enquêtes conjoncturelles : situation en demi-teinte pour les entreprises en ce début d'année →
- Les entreprises suisses investissent à nouveau davantage →
- Activités d'innovation de l'économie suisse : concentration croissante des dépenses en R&D →
- Le développement financier est-il néfaste pour les pauvres ? →

INDICATEURS DU KOF

- KOF Indicateur de l'emploi : stagnation persistante →
- Baromètre conjoncturel KOF : léger recul →

AGENDA →

TABLEAUX PRÉVISIONS →

KOF Centre de recherches conjoncturelles

ÉDITORIAL

Chère lectrice, cher lecteur,

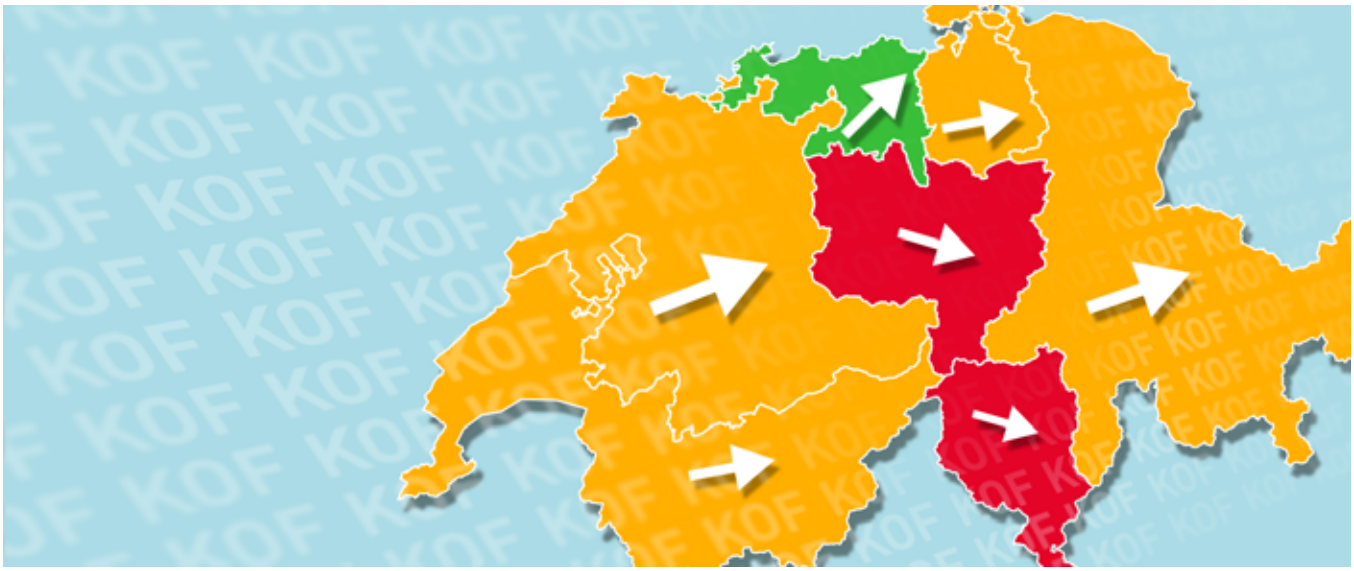
Le KOF effectue des enquêtes régulières et multidimensionnelles. L'une des principales est l'enquête conjoncturelle trimestrielle menée auprès des entreprises suisses. Comme le montre la dernière enquête de janvier 2017, les entreprises interrogées continuent de se montrer prudentes dans leur appréciation de la situation des affaires. L'enquête sur les investissements est une autre enquête importante. Elle révèle un certain optimisme par rapport à l'année en cours : les entreprises entendent en effet accroître leurs investissements de 4,5%. Outre les investissements, le KOF mène également des enquêtes au niveau de la politique suivie en matière d'innovation. La 10ème enquête sur l'innovation, effectuée récemment, révèle que les entreprises suisses figurent toujours parmi les plus novatrices du monde. Cependant, la part des entreprises innovantes a fléchi. Le dernier article du présent bulletin ne présente pas de résultat d'enquête, mais l'analyse d'un thème récurrent depuis quelque temps dans le débat politique, à savoir, l'inégalité. Il est notamment question dans l'article de la relation entre le développement financier et les catégories pauvres : leur est-il néfaste ?

Nous vous souhaitons une agréable lecture.

David Iselin, Solenn Le Goff, Anne Stücker

CONJONCTURE ET RECHERCHE

KOF Enquêtes conjoncturelles : situation en demi-teinte pour les entreprises en ce début d'année



L'indicateur de la situation des affaires du KOF dans le secteur privé suisse a fléchi en ce début d'année 2017. La situation s'est ainsi assombrie pour le troisième mois consécutif (cf. G 1). Néanmoins, les entreprises jugent leur situation plus favorable en janvier 2017 qu'elle ne l'était encore au début de l'année 2016. Les récentes tendances montrent toutefois que la conjoncture suisse se maintient dans un contexte difficile.

Évolution sectorielle

L'assombrissement de la situation des affaires résulte notamment des informations fournies par les entreprises de l'industrie de transformation et du commerce de gros (cf. T 1). Dans l'industrie, l'indicateur de la situation a fléchi pour la troisième fois de suite, dans une mesure certes légère à chaque fois. Dans le commerce de détail, la situation n'a guère évolué et son appréciation stagne à un niveau bas. En revanche, la situation s'est améliorée dans le bâtiment et les bureaux d'études, chez les prestataires de services financiers et assuranciels, dans l'hôtellerie et chez les autres prestataires de services.

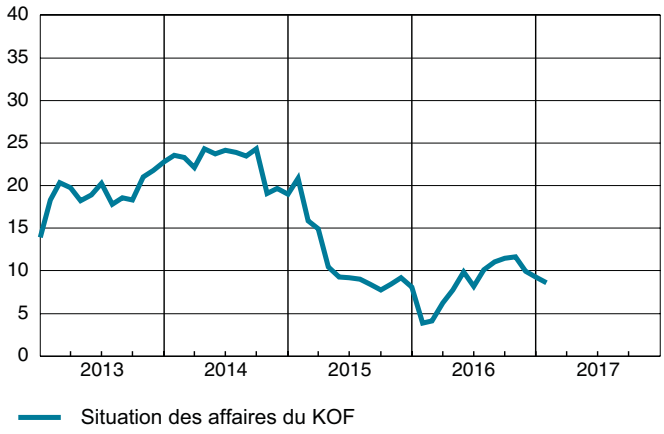
Évolution géographique

Sur un plan géographique, la baisse de l'indicateur de la situation des affaires n'apparaît clairement que dans deux régions : le Tessin et la Suisse centrale. Dans les autres régions (nord-ouest, Plateau, Suisse orientale, région zurichoise et Bassin lémanique), la situation s'est en revanche quelque peu éclaircie (cf. G 2). La comparaison avec la situation du début de 2016 met surtout en évidence la Suisse orientale, où la situation s'est notablement améliorée pour les entreprises en variation annuelle.

Assombrissement dans l'industrie de transformation, éclaircie dans le bâtiment

Dans l'industrie de transformation, la situation des affaires s'est de nouveau légèrement assombrie. Les entreprises jugent leur situation en début d'année plus défavorable que durant les mois d'été de l'année écoulée. Les entrées de commandes ont ralenti dans les entreprises en fin d'année 2016, et la production s'est tendanciellement un peu réduite. Cela se répercute aussi sur le taux d'utilisation des machines et des équipements, qui a diminué en valeur désaisonnalisée. Près de la moitié des participants à l'enquête déplore une demande insuffisante comme étant le principal obstacle à leur activité. Dans les entreprises à vocation exportatrice en particulier, ces doléances ont

G 1 : KOF Indicateur de la situation des affaires
(Solde, valeur désaisonnalisée)



récemment gagné en importance. À cela s'ajoute que les entreprises ont de nouveau dû faire des concessions au niveau des prix de vente. À l'assombrissement de la situation s'oppose toutefois une appréciation légèrement plus confiante du proche avenir. Certes, la pression à la baisse exercée sur les prix devrait persister, mais les entreprises continuent d'espérer une amélioration de leur carnet de commandes. Elles prévoient de meilleures perspectives dans les opérations à l'étranger. La production devrait globalement augmenter.

Dans les secteurs liés à la construction (bâtiment et bureaux d'études), la situation déjà favorable s'est encore améliorée. Cependant, ni les entreprises de bâtiment ni les bureaux d'études ne s'attendent à ce que cette évolution persiste durant le semestre à venir. Dans le bâtiment, les prix continuent de tendre à la baisse, si bien que la situation bénéficiaire ne se détend pas non plus. Le taux d'utilisation des machines et des équipements a de nouveau chuté, mais les entreprises sont actuellement plus nombreuses à déplorer les intempéries que durant la même période de l'an dernier. Par conséquent, le taux d'utilisation des capacités a subi une forte baisse dans les travaux publics. En revanche, les entreprises ont reçu des commandes qui n'ont pu être traitées. La réserve de travail sur les carnets de commandes s'est accrue. Dans les bureaux d'études, les taux d'honoraires sont également sous pression, mais les entreprises espèrent pouvoir stabiliser la situation dans un proche avenir et intensifier leurs prestations dans les trois prochains mois. Par ailleurs, la construction de logements apparaît de plus en plus comme un frein, tandis que le volume des nouveaux contrats dans le secteur industriel et commercial n'a guère évolué.

Situation toujours sombre dans le commerce, mais plus claire dans l'hôtellerie

Dans le commerce de détail, la situation est demeurée inchangée en début d'année par rapport à l'enquête précédente. Depuis plus d'un an, l'indicateur marque plus ou moins le pas et révèle une situation insatisfaisante. La fréquentation de la clientèle perçue par les détaillants n'a toutefois pratiquement plus diminué par rapport au même mois de l'année précédente. Les volumes de vente ne se sont plus que légèrement réduits. La pression sur les prix a sensiblement fléchi par rapport à janvier 2016. Les commerçants ne prévoient toutefois aucun revirement de tendance au niveau du chiffre d'affaires dans le proche avenir, de sorte qu'ils ne commandent de nouvelles marchandises qu'avec prudence.

T 1 : Indicateur KOF de la situation des affaires en Suisse (soldes, valeurs désaisonnalisées)

	Jan. 16	Fév. 16	Mar. 16	Avr. 16	Mai 16	Juin 16	Juil. 16	Août 16	Sep. 16	Oct. 16	Nov. 16	Déc. 16	Jan. 17
Secteur privé (total)	3.7	4.0	6.2	7.7	9.8	8.2	10.1	11.0	11.4	11.7	10.0	9.3	8.6
Industrie de transformation	-13.1	-13.1	-10.0	-7.2	-6.2	-3.5	-8.4	-7.8	-7.6	-6.0	-9.6	-8.9	-10.5
Bâtiment	21.8	27.7	26.0	25.0	22.4	23.0	24.1	27.6	23.1	25.3	26.6	24.5	27.7
Bureaux d'études	46.3	46.3	45.5	45.3	46.7	43.9	45.5	46.2	46.1	45.8	42.1	46.2	47.4
Commerce de détail	-11.5	-11.5	-5.3	-9.0	-10.9	-8.8	-11.6	-10.6	-8.4	-7.5	-11.9	-9.7	-9.7
Commerce de gros	-14.9	-	-	-7.7	-	-	4.0	-	-	3.4	-	-	-9.8
Services financiers	10.7	16.7	21.2	18.2	26.9	14.6	18.5	23.4	23.7	25.0	21.9	17.7	19.8
Hôtellerie	-18.8	-	-	-16.7	-	-	-23.0	-	-	-16.8	-	-	-14.5
Autres services	20.3	-	-	20.5	-	-	24.0	-	-	22.2	-	-	24.8

Réponses à la question : Nous jugeons notre situation bonne/satisfaisante/mauvaise. Le solde correspond au pourcentage de réponses « bonne » moins le pourcentage de réponses « mauvaise ».

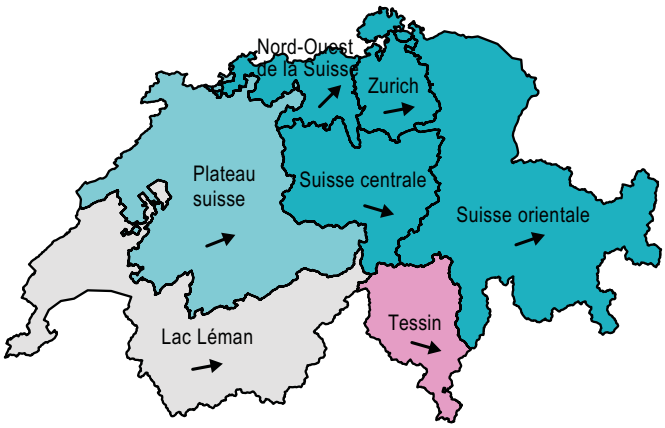
Dans le commerce de gros, la situation des affaires s'est de nouveau assombrie en janvier, après s'être détendue durant l'été 2016. À vrai dire, la demande a récemment ralenti chez les grossistes, et les stocks ont augmenté. Plus des deux tiers des grossistes interrogés déplorent une demande insuffisante. De plus, les entreprises s'attendent à une hausse des prix d'achat.

Dans l'hôtellerie, la situation s'est encore éclaircie en janvier. Certes, les entreprises interrogées demeurent majoritairement insatisfaites de leur situation, mais les appréciations négatives ont diminué en définitive pour la deuxième fois de suite. Les entreprises des régions de montagne ne peuvent s'associer à cette tendance positive de janvier. Au contraire, la situation s'y est refroidie. La distinction entre restauration et hébergement révèle que l'éclaircie est sensible dans les établissements de restauration. Les hôtels en revanche sont plus insatisfaits de leur situation que le trimestre précédent. Certes, les restaurateurs déplorent en grande partie une demande insuffisante et des conditions météorologiques défavorables et ils se montrent sceptiques concernant l'évolution de la demande au cours des mois à venir. Mais ils espèrent pouvoir imposer de légères hausses de prix. La situation est tout autre dans les hôtels, qui prévoient de nouvelles baisses de prix. Cette crainte assombrit leurs perspectives, même si le nombre des nuitées s'est stabilisé ces derniers temps et si la situation bénéficiaire ne s'est pratiquement plus dégradée.

Regain de confiance du côté des services financiers et assurantiels ainsi que des autres services

Dans le domaine des services financiers et assurantiels, la situation des affaires s'est stabilisée après s'être assombrie peu à peu durant l'automne. Les banques en particulier jugent de nouveau leur situation plus favorable en ce début d'année. Pour la première fois depuis longtemps, elles ne portent plus un jugement négatif sur la situation de leurs transactions avec des clients étrangers. De plus, elles se montrent plus satisfaites en janvier qu'au trimestre précédent des transactions effectuées avec des clients suisses. La demande s'est notamment accrue de la part des entreprises. Les instituts bancaires s'attendent à un plus grand volume de crédits d'entreprises à court terme, tout en se montrant néanmoins plus sceptiques qu'auparavant quant à leur solvabilité. Concernant l'évolution future de leur situation bénéficiaire, les banques sont de nouveau plus confiantes. Les sociétés de services financiers et assurantiels portent globalement un regard plus confiant que précédemment sur l'évolution des affaires au cours du prochain semestre. Non seulement les banques, mais aussi les compagnies d'assurances sont à nouveau plus optimistes. Les produits nets des placements n'ont plus diminué en variation annuelle, et elles prévoient une hausse des tarifs de primes dans un avenir proche.

G 2 : Situation des affaires dans les entreprises du secteur privé



L'inclinaison des flèches indique la variation de la situation des affaires par rapport au mois précédent.

Soldes

55 à 100	entre 30 et 55	entre 16,5 et 30
entre 9 et 16,5	entre 5 et 9	entre -5 et 5
entre -9 et -5	entre -16,5 et -9	entre -30 et -16,5
entre -55 et -30	entre -100 et -55	

Chez les autres prestataires de services, la situation des affaires s'est de nouveau améliorée en janvier. En particulier le secteur des services aux entreprises – auquel appartiennent, par exemple, les entreprises de conseil – font état d'une situation plus favorable qu'au trimestre précédent. La demande en services des autres prestataires a globalement augmenté au cours des trois derniers mois, si bien que les entreprises se plaignent un peu moins de l'insuffisance de la demande. Les entreprises ont pu stabiliser leur compétitivité, mais elles redoutent de devoir baisser le prix de leurs prestations dans un proche avenir. Elles se montrent confiantes en ce qui concerne l'évolution future de la demande.

Les résultats des dernières enquêtes conjoncturelles du KOF menées en janvier 2017 regroupent les réponses de plus de 4500 entreprises de l'industrie, du bâtiment et des principaux secteurs de services. Cela correspond à un taux de réponse d'environ 56%.

Contact
Klaus Abberger | abberger@kof.ethz.ch

Pour de plus amples informations sur les enquêtes conjoncturelles du KOF visitez notre site web : www.kof.ethz.ch/fr →

Les entreprises suisses investissent à nouveau davantage

Les entreprises suisses prévoient un accroissement d'environ 4,5% de leur activité d'investissement en 2017. Outre l'augmentation des investissements productifs, la hausse substantielle des investissements d'extension prévus montre que les entreprises suisses ressentent un nouveau et léger regain de confiance dans l'avenir. Tels sont les résultats de l'enquête sur les investissements menée par le KOF en automne 2016.

Au cours des dernières années, l'économie suisse a connu une évolution mitigée. Après une croissance d'environ 2,0% en 2014 en termes réels, la soudaine appréciation du franc suisse en janvier 2015 a sensiblement réduit la vitesse d'expansion de la production. En dépit de l'appréciation et des pertes concurrentielles qui en ont découlé, le produit intérieur brut de la Suisse a encore progressé de 0,8% en 2015. Selon les chiffres provisoires du SECO, la performance économique devrait avoir enregistré une croissance légèrement supérieure en 2016 (1,4%). Durant l'année en cours, le redressement devrait se poursuivre et la performance économique devrait maintenir sa hausse. D'après les dernières prévisions du KOF, le produit intérieur brut s'accroîtra d'environ 1,6% en 2017.

Les entreprises suisses veulent à nouveau investir plus en 2017.

Dans une économie nationale, l'évolution des investissements est toujours étroitement liée à celle du produit intérieur brut. En phase de haute conjoncture, les analystes observent une activité d'investissement plus soutenu qu'en période de faible conjoncture. Au cours des trois dernières années, l'évolution des investissements productifs s'est avérée mitigée, à l'instar de celle du PIB. En 2014, les investissements productifs ont augmenté de 2,8% en valeur corrigée de la hausse des prix ; en 2015, de 1,6% ; et en 2016, de 2,3%. Par comparaison, le taux de croissance moyen des investissements productifs avoisinait 2,1% entre 2002 et 2012.

Plus d'investissements prévus en 2017

L'enquête du KOF sur les investissements offre une première prévision de l'activité d'investissement en 2017. Les résultats de cette enquête suggèrent un taux de croissance des investissements productifs de 4,5% en valeur nominale[1]. Un accroissement des investissements productifs de 4,5% peut être considéré comme une forte impulsion à l'investissement. Par comparaison, le taux de variation moyen des quatre dernières années avoisine 2,2%.

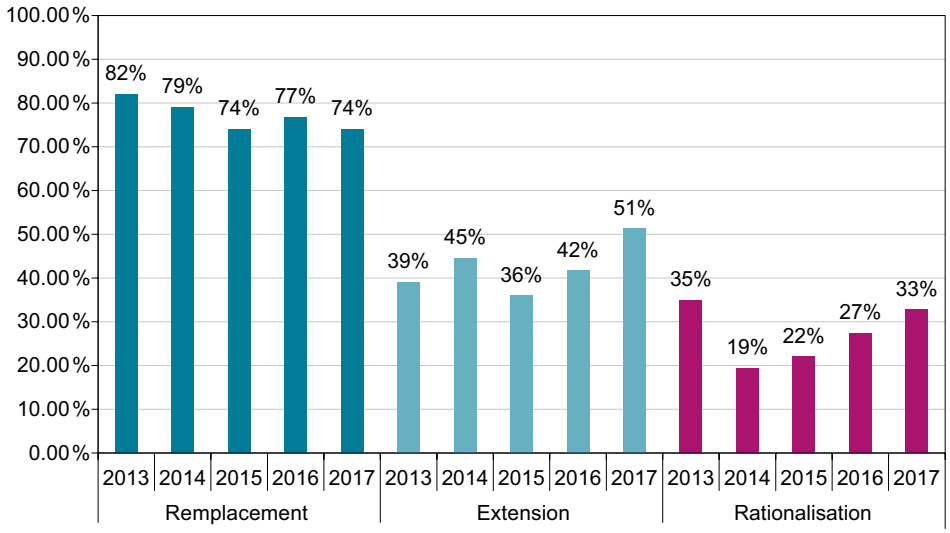
Les données recensées pour l'année 2017 concernent les projets d'investissement des entreprises, dont la réalisation n'est pas encore certaine. Pour pouvoir déterminer la précision du taux de croissance résultant des projets, le KOF a interrogé les entreprises sur la probabilité de réalisation subjective des investissements prévus. En automne 2016, 84,8% des entreprises considéraient leurs projets d'investissement pour 2017 comme certains ou tout à fait certains. En revanche, 15,2% des entreprises jugeaient leurs projets incertains voire très incertains. La probabilité de réalisation se situe par conséquent au niveau de l'année précédente.

Un regain de confiance

Le graphique G 3 montre la part des entreprises ayant effectué des investissements de remplacement, d'extension et de rationalisation au cours des cinq dernières années. Tandis que les chiffres de 2013 à 2016 se réfèrent à des investissements réalisés, les valeurs de 2017 concernent des projets d'investissement. Par ailleurs, un investissement spécifique ne se limite pas forcément à une seule catégorie, mais il peut se retrouver à la limite dans toutes les typologies indiquées.

[1] Les taux de variation des résultats de l'enquête reproduisent les investissements productifs des entreprises privées de Suisse. L'agriculture, les ménages et les entreprises semi-publiques ne sont pas pris en considération, si ce n'est partiellement. Ces taux ne sont donc pas directement comparables avec ceux des comptabilités nationales.

G 3 : Structure des investissements



Sur le plan conjoncturel, les différentes catégories présentent une importance variable. Tandis que les investissements de remplacement servent au remplacement d'installations existantes et ne modifient guère la capacité de production d'une économie nationale, les investissements d'extension revêtent une importance cruciale pour l'évolution future de cette économie. D'une part, ces investissements augmentent le capital et donc aussi la capacité de production ; d'autre part, ils peuvent servir d'indicateur des attentes des entreprises. En période de faible conjoncture, de perspectives défavorables et de grande incertitude, les entreprises hésitent le plus souvent à accroître leurs installations de production et se contentent en général de remplacer les équipements existants. En revanche, dans des phases d'optimisme économique, les entreprises s'attendent à une hausse de la demande et élargissent par conséquent leurs capacités afin de pouvoir faire face à cette augmentation de la demande.

D'après l'enquête du KOF sur les investissements, plus de 50% des entreprises interrogées envisagent des investissements d'extension en 2017, ce qui suggère un regain d'optimisme des entreprises. Une part substantielle de la hausse budgétisée de 4,5% des investissements productifs devrait concerner l'extension des installations existantes et accroître le potentiel de production de la Suisse. Outre les investissements d'extension, les investissements de rationalisation devraient aussi augmenter en 2017. Dans le cadre des investissements de rationalisation, les entreprises remplacent des installations de production existantes par des équipements plus efficients et s'efforcent d'accroître la compétitivité de l'entreprise grâce aux installations plus rentables.

La base de l'enquête du KOF sur les investissements est constituée par un panel de plus de 8000 entreprises, représentatif de la structure économique de la Suisse. Tant le secteur public que les entreprises semi-publiques ainsi que les ménages ne sont pas pris en compte dans le calcul des volumes d'investissement. Plus de 2700 entreprises ont participé à l'enquête.

Contact
Andreas Dibiasi | dibiasi@kof.ethz.ch

Activités d'innovation de l'économie suisse : concentration croissante des dépenses en R&D

Les entreprises de Suisse comptent toujours parmi les plus novatrices du monde, même si la part des entreprises novatrices a fléchi. Concernant les entreprises qui ont généré des innovations, la part des dépenses en innovation dans le chiffre d'affaires s'est toutefois accrue. C'est ce que révèlent les résultats de la 10ème enquête sur l'innovation dans l'économie suisse relative aux années 2012 à 2014.

Durant la dernière période d'observation (2012 à 2014), la tendance à la baisse de la part des entreprises menant des activités de recherche et développement (R&D) s'est poursuivie. Globalement, 14,3% de toutes les entreprises ont eu des activités de R&D, contre 16,6% pendant la période 2010–2012. Le recul concerne avant tout le secteur de la haute technologie (pharmacie, chimie, construction mécanique, électrotechnique, technique médicale, construction automobile et horlogerie) ainsi que les secteurs de services traditionnels (commerce, transports/logistique, hôtellerie, immobilier et services individuels) et, dans une mesure moindre, les services modernes (finances, TI médias, télécommunications, services aux entreprises) et le secteur des basses technologies (par ex. alimentation, imprimerie, production de métaux, énergie).

En 2014, la part des dépenses en R&D dans le chiffre d'affaires s'est aussi réduite (cf. G 4). Cependant, sur le long terme, cette part a affiché une hausse notable. Les entreprises menant des activités de R&D ont investi en moyenne, entre 2012 et 2014, 2,7% de leur chiffre d'affaires dans des projets de R&D et 4,1% dans des projets d'innovation (y compris dépenses en R&D). Cette progression est particulièrement marquée dans le secteur des basses technologies, les services traditionnels ainsi que les grandes entreprises.

Accroissement des réductions de coûts par des innovations de processus

Dans l'ensemble, les innovations d'organisation et de marketing s'avèrent plus fréquentes que les innovations de produits et de processus. Durant la dernière période observée (2012–2014), les réductions de coûts par le biais d'innovations de processus ont toutefois nettement gagné en importance, en particulier dans le secteur tertiaire. Globalement, les innovations d'organisation et de marketing ont régressé par rapport à la période précédente.

Moins de nouveaux produits sur le marché

Le succès de l'innovation, mesuré d'après la part du chiffre d'affaires consacrée aux produits novateurs, s'est améliorée globalement ainsi que dans la plupart des agrégats. Cette évolution s'explique exclusivement par l'augmentation des nouveautés d'entreprises. Ce type d'innovation est nouveau pour l'entreprise mais non pour le marché. Il s'agit donc de nouveautés ayant une teneur en innovation relativement faible. La part des nouveautés de marché, en revanche, a légèrement diminué.

Obstacles : coût et durée d'amortissement

Les obstacles à l'innovation ont continué de perdre de leur importance. L'obstacle que constitue la pénurie de personnel en R&D ainsi que de main-d'œuvre spécialisée en général, très débattue dans l'opinion publique, a tendu à diminuer depuis la période 2006–2008. Tandis que le manque de main-d'œuvre spécialisée est relativement faible dans les grandes entreprises, il représente un obstacle à l'innovation relativement important pour les moyennes entreprises.

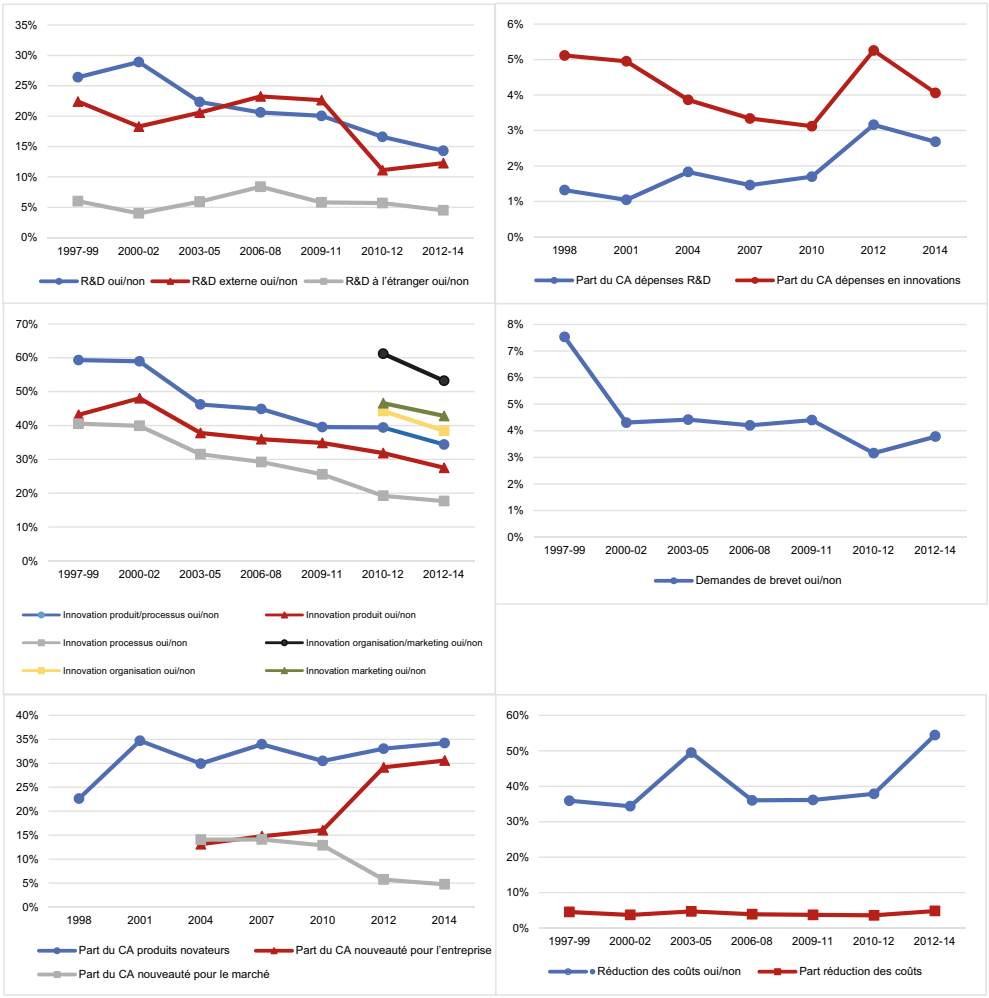
Les principaux obstacles aux activités d'innovation demeurent le coût de l'innovation et la durée de l'amortissement. Cela s'applique en particulier aux entreprises industrielles et aux grandes entreprises. Pour ces dernières, les risques de marché constituent en outre un obstacle majeur. Les entreprises employant moins de 50 salariés déplorent beaucoup plus souvent l'absence de moyens que les grandes entreprises.

La part des entreprises bénéficiant d'une aide à l'innovation des pouvoirs publics a progressé depuis 2009, pour s'établir à 9,1%. Bien que la plupart des entreprises soient soutenues dans le cadre de mesures nationales, les programmes internationaux continuent de gagner en importance.

Importance croissante des coopérations

Les coopérations en R&D, en particulier avec d'autres entreprises suisses ou des institutions universitaires, ont également gagné en importance pendant la période considérée et notamment depuis 2009. En revanche, la coopération avec des concurrents et des entreprises d'autres secteurs d'activité est en régression.

G 4 : Évolution des indicateurs d'innovation (en %), de 1997–99 à 2012–14 ; ensemble de l'économie



Remarque : les pourcentages du chiffre d'affaires revenant aux dépenses de R&D et d'innovation se réfèrent aux entreprises innovantes ; les parts de chiffre d'affaires concernant des nouveautés de marché ou d'entreprise, aux innovateurs de produits ; la part de réduction des coûts, aux innovateurs de processus ; tous les autres indicateurs, à l'ensemble des entreprises.

Durant la période étudiée, de 2012–2014, l'emploi des technologies d'information et de communication (TIC) a aussi été recensé. Par rapport à toutes les autres entreprises, les grandes entreprises industrielles ont le plus investi dans les TIC et recourent le plus souvent aux canaux d'Internet pour se procurer des intrants. La vente de produits et de services revêt toutefois, pour le secteur tertiaire, une plus grande importance. Les grandes entreprises utilisent en outre beaucoup plus souvent les médias sociaux ainsi que le cloud computing, mais elles sont aussi plus fréquemment affectées par des problèmes de sécurité informatique que les petites entreprises.

Contact
Martin Wörter | woerter@kof.ethz.ch

Étude sur l'innovation
Le KOF analyse les activités d'innovation de l'économie suisse pour le compte du Secrétariat d'État à l'économie (SECO). La 10ème enquête sur l'innovation porte sur la période 2012–2014 et se fonde sur les indications fournies par 1778 entreprises.

Retrouvez l'étude du KOF n° 88 (en allemand) « Die Entwicklung der Innovationsaktivitäten in der Schweizer Wirtschaft 1997–2014 » de Spyros Arvanitis, Florian Seliger, Andrin Spescha, Tobias et Martin Wörter sur le site :
www.e-collection.library.ethz.ch/eserv/eth:50487/eth-50487-01.pdf →

Le développement financier est-il néfaste pour les pauvres ?

Stimulées notamment par la publication du livre Capital de Thomas Piketty, les questions liées aux inégalités ont grimpé au sommet de la liste des problèmes économiques à résoudre. Un aspect important du problème concerne la relation entre le développement financier et l'inégalité des revenus. Dans une nouvelle étude, Jakob de Haan et Jan-Egbert Sturm montrent que le développement financier peut accroître l'inégalité des revenus.

Quelle est la relation entre le développement financier[1] et l'inégalité des revenus ? Voilà une question à laquelle il est plus difficile de répondre qu'on ne l'imagine. La théorie économique existante fournit des arguments dans les deux directions (positive et négative), et la littérature empirique présente également des résultats très mitigés. D'un côté, le développement financier pourrait rendre plus facile aux pauvres l'emprunt destiné à des projets viables, ce qui peut réduire l'inégalité des revenus (Galor et Moav, 2004) ; les imperfections financières, telles que les coûts d'information et de transaction, peuvent s'avérer particulièrement contraignantes pour les pauvres manquant de garanties et d'antécédents de crédit, si bien que l'assouplissement de ces contraintes pourrait leur bénéficier (Beck et al., 2007). De l'autre côté, les améliorations apportées au secteur financier formel seraient davantage passibles de profiter aux plus aisés, qui comptent moins sur des liens informels pour obtenir du capital (Greenwood and Jovanovic, 1990). De quel côté se trouvent les arguments les plus solides ?

L'argumentation en faveur des effets négatifs bénéficie d'un nouveau soutien sous la forme d'une étude du KOF « Finance and income inequality: A review and new evidence », de Jakob de Haan and Jan-Egbert Sturm. Les auteurs montrent qu'un niveau supérieur de développement financier, la libéralisation financière et la survenance d'une crise bancaire accroissent l'inégalité des revenus dans un pays. L'inclusion simultanée des trois variables distingue leur approche d'autres études, qui en incluent deux dans le meilleur des cas. Les auteurs examinent en même temps dans quelle mesure l'effet de la libéralisation financière est lié au niveau du développement financier et de la qualité institutionnelle.

Pour leur analyse, ils utilisent un modèle d'effets fixes par panel pour un échantillon de 121 pays, couvrant la période 1975-2005, et examinent comment le développement financier, la libéralisation financière et les crises bancaires sont liés à l'inégalité des revenus. Leur variable dépendante est représentée par les moyennes à cinq ans des coefficients de Gini basée sur les revenus bruts des ménages. Le coefficient de Gini est dérivé de la courbe de Lorenz et se situe entre zéro (égalité parfaite) et 100 (inégalité parfaite). Ils utilisent des moyennes non chevauchantes sur cinq ans pour trois raisons : d'abord, les données macro-économiques annuelles sont bruitées, et cela s'applique tout particulièrement aux données sur l'inégalité des revenus. En effet, les données annuelles sur l'inégalité des revenus sont imputées pour les années où aucune information n'est disponible dans les bases de données sous-jacentes (les mesures effectuées sur l'inégalité sont peu fréquentes dans une bonne partie de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie). Ensuite, certaines variables explicatives ne sont disponibles qu'à des intervalles de cinq ans. Enfin, les auteurs s'intéressent moins aux effets à court terme, par exemple au cycle économique.

Une crise bancaire systémique survenue dans la période de cinq ans précédente est en général suivie par un accroissement substantiel de l'inégalité des revenus. À

[1] Le développement financier est ici mesuré avec le ratio du crédit privé par rapport au PIB. Ainsi, la définition se concentre sur la question de savoir dans quelle mesure le secteur financier est développé.

l'inverse de la prévision de Bumann et Lensink (2016), leurs résultats suggèrent qu'en cas de degré élevé de développement financier, la libéralisation financière accroît l'inégalité des revenus. Alors que de meilleures institutions politiques réduisent effectivement l'inégalité des revenus dans l'ensemble, l'impact positif de la libéralisation financière sur l'inégalité des revenus est en vérité supérieur dans les pays offrant une meilleure qualité d'institutions politiques, telle qu'elle est mesurée d'après le niveau de responsabilité démocratique. Mais la qualité institutionnelle ne conditionne pas l'impact du développement financier sur l'inégalité des revenus, contrairement à la conclusion de Rajan et Zingales (2003), selon laquelle, en cas d'institutions de haute qualité, le développement financier réduirait l'inégalité.

Contact
Jan-Egbert Sturm | sturm@kof.ethz.ch

Retrouvez le KOF Working Paper No. 410 « Finance and income inequality: A review and New Evidence » de Jakob de Haan et Jan-Egbert Sturm à l'adresse suivante :
www.e-collection.library.ethz.ch/eserv/eth:49651/eth-49651-01.pdf →

Littérature

Bumann, S., Lensink, R., 2016. Capital account liberalization and income inequality. Journal of International Money and Finance 61, 143–162.

Galor, O., Moav, O., 2004. From physical to human capital accumulation: inequality and the process of development. Review of Economic Studies 71, 1001–1026.

Greenwood, J., Jovanovic, B., 1990. Financial development, growth, and the distribution of income. Journal of Political Economy 98, 1076–1107.

Rajan, R.G., Zingales, L., 2003. The great reversals: the politics of financial development in the twentieth century. Journal of Financial Economics 69, 5–50.

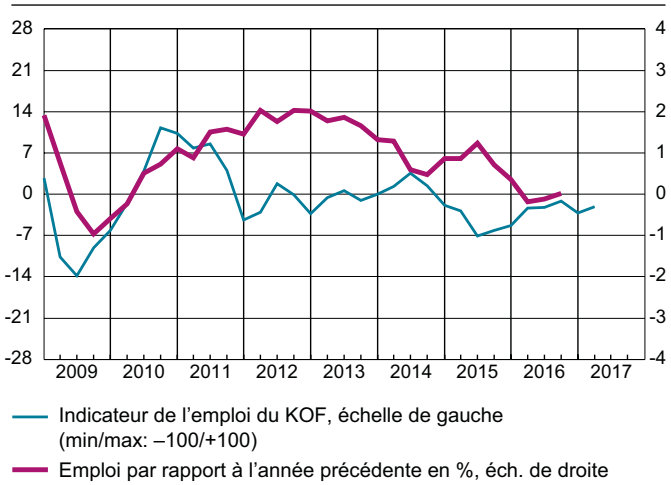
INDICATEURS DU KOF

KOF Indicateur de l'emploi : stagnation persistante

Depuis un an et demi, les entreprises de Suisse se montrent réservées en matière de création d'emplois (cf. G 5). Le nouvel indicateur KOF de l'emploi suggère que les choses ne devraient pas changer au cours des prochains mois. Les perspectives de l'emploi sont mitigées dans de nombreux secteurs d'activité.

L'indicateur KOF de l'emploi se situe à –2,1 points au premier trimestre de l'année nouvelle. Il présente maintenant une valeur négative depuis déjà deux ans. Il est calculé à partir des enquêtes conjoncturelles trimestrielles. Dans le cadre de ces enquêtes, le KOF a interrogé en janvier 4500 entreprises au sujet de la situation de l'emploi et de leur planning d'embauche. La valeur négative de l'indicateur signifie que le nombre des entreprises envisageant une compression des emplois est supérieure au nombre des entreprises prévoyant des créations d'emploi. Dans le passé, les entreprises ont souvent réalisé leurs prévisions. La valeur négative de l'indicateur suggère par conséquent que la relance se fera encore attendre sur le marché du travail suisse.

G 5 : KOF Indicateur de la situation des affaires
(Solde, valeur désaisonnalisée)



Choc monétaire pas encore digéré dans le commerce de détail

Les évaluations de l'emploi sont négatives dans la plupart des secteurs. La seule lueur d'espoir vient des résultats de l'enquête menée auprès des autres prestataires de services, dont font notamment partie les transports, la santé et le social. Dans ces secteurs, l'indicateur est nettement dans le positif. En revanche, la réserve est de rigueur en matière de création d'emplois dans les entreprises industrielles, l'hôtellerie, les banques et les assurances. Les perspectives sont également peu réjouissantes dans le commerce de gros et de détail. Les indicateurs de ces secteurs ont fortement chuté au premier trimestre 2015 et persistent depuis lors dans le négatif. Comme la chute de ces indicateurs sectoriels s'est produite en janvier 2015, il est probable qu'elle soit liée à l'appréciation du franc suisse. Depuis lors, les détaillants font état d'une forte pression sur les prix. Cette pression concurrentielle modère apparemment la volonté des entreprises de créer de nouveaux emplois, et ce bien que la situation des affaires ait tendu à s'améliorer dans le commerce de détail au cours des derniers mois. Le commerce de détail semble donc ne pas encore avoir digéré le choc monétaire. Il faut même plutôt s'attendre à une légère réduction des emplois durant les mois à venir.

Contact
Michael Siegenthaler | siegenthaler@kof.ethz.ch

Vous trouverez de plus amples informations sur Indicateur KOF de l'emploi à l'adresse suivante : www.kof.ethz.ch/fr/previsions-indicateurs/indicateurs/kof-indicateur-emploi →

Baromètre conjoncturel KOF : léger recul

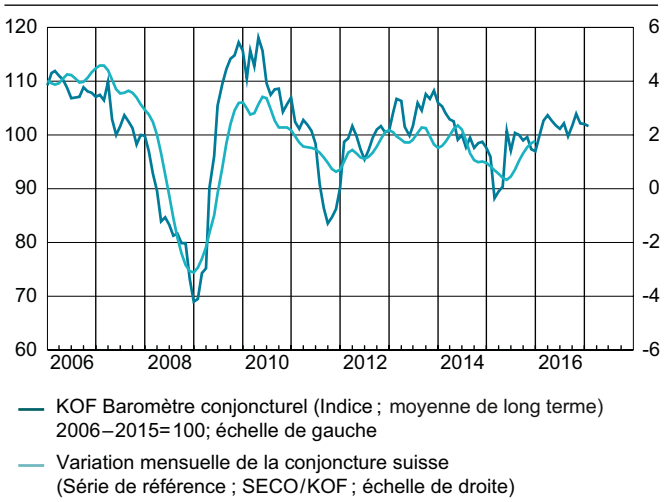
Le baromètre conjoncturel du KOF a subi un léger mouvement à la baisse en janvier par rapport au mois de décembre et s'est établi à 101,7 points (cf. G 6). Supérieure à la moyenne à long terme, cette valeur suggère des perspectives stables pour l'économie suisse au cours des mois à venir.

En janvier 2017, le baromètre conjoncturel du KOF a atteint 101,7 points, ce qui représente une légère correction à la baisse de 0,4 point par rapport à la valeur de décembre (révisée de 102,2 à 102,1 points). Les contributions positives au baromètre sont venues du bâtiment et des exportations. Les indicateurs du secteur financier, de la consommation intérieure et en particulier de l'hôtellerie ont apporté des contributions négatives. Les indicateurs de l'industrie de transformation se sont en grande partie neutralisés.

A l'intérieur de l'industrie de transformation, les évolutions ont à vrai dire été variées. Les tendances positives sont venues de la chimie et de la métallurgie, tandis que les contributions négatives émanaient de la branche textile. Les autres secteurs d'activité ont fourni dans l'ensemble une contribution neutre en janvier.

La position concurrentielle en particulier s'est améliorée dans l'industrie de transformation. En même temps, l'appréciation de la situation bénéficiaire s'est dégradée.

G 6 : KOF Baromètre conjoncturel et série de référence



Baromètre conjoncturel du KOF et série de référence : mise à jour annuelle

En septembre 2016 a eu lieu la mise à jour annuelle du baromètre conjoncturel du KOF. Cette actualisation concerne les aspects suivants : redéfinition du pool des indicateurs entrant dans la procédure de sélection, mise à jour de la série temporelle de référence, nouvelle exécution du mécanisme de sélection des variables. Le pool actuel affecté à la sélection des variables consiste en plus de 400 indicateurs. L'actualisation de la série temporelle de référence concerne le taux de croissance lissé du produit intérieur brut (PIB) conformément aux nouveaux comptes nationaux ESVG 2010, publiés fin août 2016. Ces derniers se fondent sur la publication du PIB de l'année précédente par l'Office fédéral de la statistique. Sur la base de la sélection des variables, le baromètre conjoncturel actualisé comporte désormais 272 indicateurs (contre 238 dans la version précédente). Ceux-ci sont réunis en un indicateur global par le biais de pondérations statistiques.

Contact
David Iselin | iselin@kof.ethz.ch

Vous trouverez davantage d'informations sur le baromètre conjoncturel du KOF : www.kof.ethz.ch/fr/previsions-indicateurs/indicateurs/kof-barometre-conjoncturel →

AGENDA

Manifestations du KOF

Young Swiss Economists Meeting – YSEM 2017
16. Februar 2017 – 17. Februar 2017
www.kof.ethz.ch/news-und-veranstaltungen/event-calendar-page/konferenzen/ysem2017/ →

EEAG Report 2017: Populism and Economic Policy
Harold James (Princeton and EEAG) and Jan-Egbert Sturm (KOF Swiss Economic Institute and EEAG) will discuss the challenges that lie ahead of us concerning the rising populism and its consequences for economic policy. Martin Meyer (Schweizerisches Institut für Auslandforschung) will moderate the event.

Swiss Re Centre for Global Dialogue, Rüschlikon, Zurich
16 March 2017
17h30 – 19h30
www.cgd.swissre.com/events/EEAG_REPORT_2017/ →

KOF Research Seminar:
www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/manifestations/kof-research-seminar →

KOF-ETH-UZH International Economic Policy Seminar:
www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/manifestations/kof-eth-uzh-seminar →

Conférences/Workshops

Vous trouverez sur notre site des conférences et workshops actuels :
www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/manifestations/conferences →

Agenda KOF

Retrouvez ici nos rendez-vous destinés aux médias :
www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/medias/agenda-mediatique →

Autres publications du KOF

Vous trouverez sur notre site la liste complète des publications du KOF (analyses, working papers et études du KOF).
www.kof.ethz.ch/fr/publications →

TABLEAUX PRÉVISIONS D'HIVER 2016 DU KOF

SUISSE

Dépenses imputées au produit intérieur brut, réelles

		Variations en % par rapport														
		au trimestre précédent (lissé, sur base annuelle)												à l'année précédente		
	2007-	2016				2017				2018				2016	2017	2018
	2015	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4			
Consommation privée	1.6	0.7	0.5	0.5	1.1	1.2	1.0	0.9	0.9	1.1	1.2	1.2	1.2	0.9	0.9	1.1
Consommation publique	1.3	1.9	1.3	1.0	0.9	0.8	0.7	0.5	0.2	0.1	0.3	0.3	0.3	1.4	0.8	0.3
Formation brute de capital fixe	1.6	3.2	2.5	0.4	-0.5	-0.2	0.2	-0.5	1.3	2.7	1.7	2.4	2.7	2.3	0.0	1.7
– Construction	2.0	-0.3	0.1	1.3	1.3	0.5	0.7	1.4	2.0	2.4	2.0	1.6	1.6	0.4	0.9	1.9
– Machines et équipements	1.4	4.9	3.6	-0.1	-1.5	-0.5	-0.1	-1.8	0.8	2.8	1.6	2.9	3.5	3.6	-0.5	1.6
Exportations (1)	2.9	7.8	4.3	1.7	2.7	1.9	1.6	3.3	2.8	2.3	3.5	4.4	3.4	5.6	2.2	3.0
– Biens	2.2	9.9	4.4	2.5	1.6	0.9	1.1	1.8	3.2	4.1	4.0	4.0	4.3	6.7	1.7	3.4
– Services	2.7	3.1	2.2	1.6	1.5	3.9	2.9	1.9	2.9	3.0	3.1	2.6	2.7	3.2	2.7	2.8
Importations (1)	3.1	4.2	1.2	1.1	2.7	4.1	2.5	1.1	1.9	3.3	3.7	3.9	3.7	3.2	2.5	3.0
– Biens (1)	1.8	5.9	1.2	2.1	3.4	5.2	3.1	0.4	1.5	3.4	4.1	3.8	3.5	4.1	3.1	3.0
– Services	6.0	0.7	-4.5	-1.7	1.0	2.6	2.8	1.0	2.0	3.5	4.1	3.2	3.7	1.5	1.2	3.0
Variation des stocks (2)	0.1	-1.8	-1.4	-0.6	0.9	2.8	2.3	0.3	0.1	0.5	0.5	0.2	0.1	-2.1	1.5	0.4
Produit intérieur brut (PIB)	1.6	1.9	1.5	1.0	1.3	1.8	1.7	1.7	1.8	1.9	2.1	2.0	1.9	1.4	1.6	1.9

(1) Sans objets de valeur (commerce de métaux précieux y compris l'or non monétaire, des pierres de gemmes, des objets d'art et des antiquités)
(2) Contribution à la variation du PIB en %

Autres principaux indicateurs économiques

		Variations en % par rapport														
		au trimestre précédent												à l'année précédente		
	2007-	2016				2017				2018				2016	2017	2018
	2015	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4			
Valeur extérieure du franc suisse en termes réels (1)	2.5	-2.2	-1.7	1.6	1.6	-0.7	-0.7	-2.8	0.0	-2.4	-0.9	-2.8	0.0	-2.8	-0.3	-1.5
Taux d'intérêt à court terme (Libor à trois mois CHF) (2)	0.6	-0.8	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7
Rendement des obligations (10 ans) de la Confédération (2)	1.5	-0.4	-0.4	-0.5	-0.2	-0.1	0.0	0.0	0.1	0.2	0.2	0.2	0.3	-0.4	0.0	0.2
Prix à la consommation (3)	0.2	-1.0	-0.4	-0.2	-0.1	0.4	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2	0.3	0.3	-0.4	0.3	0.3
Emploi en équivalence plein temps (4)	1.3	-0.2	0.2	0.4	0.4	0.5	0.4	0.3	0.3	0.3	0.6	0.8	0.8	0.0	0.4	0.4
Taux de chômage (2.5)	2.9	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.4	3.4	3.4	3.4	3.3	3.3	3.4

(1) Sur base annuelle
(2) Niveau absolu
(3) Au trimestre équivalent de l'année précédente
(4) Lissé, sur base annuelle
(5) Nombre de chômeurs en % de la population active 2012 à 2014

ÉCONOMIE MONDIALE

		Variations en % par rapport														
		au trimestre précédent (désaisonnalisé, sur base annuelle)												à l'année précédente		
	2007-	2016				2017				2018				2016	2017	2018
	2015	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4			
Produit intérieur brut, réel																
– OCDE total	1.2	1.6	1.4	2.3	1.8	1.9	1.9	1.9	2.0	2.1	2.1	2.2	2.2	1.7	1.9	2.1
– Union Européenne (EU-28)	0.7	2.0	1.6	2.2	1.6	1.5	1.5	1.6	1.7	1.6	1.6	1.6	1.6	1.9	1.6	1.6
– Etats-Unis	1.3	0.8	1.4	3.2	2.1	2.1	2.0	2.1	2.2	2.4	2.6	2.7	2.8	1.6	2.2	2.4
– Japon	0.4	2.8	1.8	1.3	1.1	1.3	1.3	0.9	0.9	0.7	0.7	0.7	0.8	1.0	1.2	0.8
Prix du pétrole ($/baril) (1)	88.5	35.2	47.0	47.0	51.1	55.2	55.4	55.7	56.0	56.3	56.6	56.9	57.3	45.1	55.6	56.8

(1) Niveau absolu

® KOF, ETH Zürich

Mentions légales

Éditeur	KOF Centre de recherches conjoncturelles de l'EPF de Zurich		
Direction	Prof. Dr. Jan-Egbert Sturm		
Rédaction	David Iselin, Solenn Le Goff, Anne Stücker		
Layout	Vera Degonda, Nicole Koch		
Images	Shutterstock, KOF		
Adresse postale	LEE G 116, Leonhardstrasse 21, 8092 Zurich		
Téléphone	+41 44 632 42 39	E-Mail	bulletin@kof.ethz.ch
Téléfax	+41 44 632 12 18	Website	www.kof.ethz.ch

ISSN 1662-4270 | Copyright © EPF Zurich, KOF Centre de recherches conjoncturelles, 2017
Toute publication d'une reproduction (même par extraits) n'est permise qu'avec l'autorisation de l'éditeur et avec mention de la source.

Service Client

Le bulletin du KOF est un service gratuit qui vous informe chaque mois par courrier électronique sur les derniers développements conjoncturels, sur nos travaux de recherche et sur les principales manifestations.

Inscrivez-vous : www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/news/kof-bulletin/inscription.ch →

Pour consulter les bulletins précédents, rendez-vous dans nos archives :
www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/news/kof-bulletin/numeros/archives.ch →

Rendez-nous visite sur notre site : www.kof.ethz.ch/fr/ →

Vous pouvez vous procurer des séries temporelles issues de notre vaste banque de données via notre service des données :
www.kof.ethz.ch/fr/donnes_conseils/service-des-donnes.ch →

Prochaine date de publication : 3 mars 2017

KOF

ETH Zurich
KOF Centre de recherches conjoncturelles
LEE G 116
Leonhardstrasse 21
8092 Zurich

Téléphone +41 44 632 42 39
Téléfax +41 44 632 13 52
www.kof.ethz.ch
#KOFETH